

DELIBERATION 2024 04 –**Approbation du budget primitif du budget principal pour le socle commun Autolib' pour l'exercice 2019 et approbation des contributions 2019 au Syndicat Autolib' et Velib' Métropole et régularisation en conséquence du budget 2024**

Séance du Comité syndical du 26 mars 2024

EXPOSE DES MOTIFS

Le budget primitif prévoit et autorise l'ensemble des recettes et des dépenses du Syndicat Mixte Autolib' et Velib' Métropole pour l'année 2019. Ce dernier est établi et équilibré sur la base d'un prévisionnel avec reprise des résultats antérieurs et des restes à réaliser.

Pour le budget principal (socle commun Autolib'), la fin du service public Autolib' constatée en juin 2018 entraîne une modification de la forme du budget. Le budget principal est équilibré en recettes par une contribution des collectivités membres.

Le jugement rendu pour les requêtes n°1909716, 1910155, 1912869, 2001248, 2001250 et 2003267 par le tribunal administratif de Paris du 6 février 2024 annule la délibération n°2019-08 du 15 mars 2019 du comité syndical Autolib' approuvant le budget primitif 2019 – budget principal – socle commun Autolib', en tant, d'une part, qu'elle prévoit que, du fait du constat de résiliation de la délégation de service public conclue avec la société Autolib', l'équilibre du budget principal Autolib' sera assuré par une contribution des collectivités membres et, d'autre part, qu'elle y inscrit, en son article 4, une provision pour risques et charges d'un montant de 20 000 000 euros étalés sur cinq ans, soit 4 000 000 d'euros pour l'exercice budgétaire 2019.

Le tribunal a annulé ces dispositions de la délibération car fondées sur la délibération n° 2018-18 du 21 juin 2018 (constatant la résiliation de la délégation de service public Autolib'), elle-même illégale car fondée sur l'article 63 de la délégation de service public lui-même déclaré nul par le tribunal.

Pour tenir compte de la décision rendue par le tribunal, il y a lieu de considérer que les dispositions en cause de la délibération n°2019-08 du 15 mars 2019 sont justifiées par l'arrêt matériel du service public Autolib' à compter du 26 juin 2018 et ses conséquences contentieuses dans les relations avec la SAS Autolib'.

Par délibération n° 2024-03, une provision pour risques et charges liée à la fin du service public Autolib' et à ses suites contentieuses, a été reconstituée au titre d'une estimation à parfaire des indemnités dues par le SAVM au vu de la demande de la SAS Autolib' dans sa requête déposée le 9 février 2024 auprès de la Cour administrative d'appel de Paris sur le terrain quasi-contractuel et quasi-délictuel, ou de manière alternative en cas de suite positive de l'appel formé par la SAS Autolib', sur le terrain contractuel au titre des indemnités de résiliation.

Je vous prie de bien vouloir procéder, au vote du budget primitif Autolib' pour 2019 en préservant les équilibres initiaux, en maintenant les montants en dépenses et en recettes de fonctionnement et d'investissement tels qu'ils sont détaillés ci-après, à l'identique que ceux déjà approuvés le 15 mars 2019 et en conséquence régulariser le budget 2024.

Il s'agit également de confirmer dans le cadre de ce budget les contributions des collectivités membres estimées à 6 684 000 € par le budget 2019, à raison de 6 000€ par station.

Dépenses de fonctionnement (13 583 068,58 €)

Accusé de réception en préfecture
075-200021624-20240326-2024-04-DE
Date de réception préfecture : 26/03/2024

○ Dépenses réelles de fonctionnement (8 784 580,58 €) :

Remboursement des intérêts de l'emprunt

292 018 € (3,32 % des dépenses réelles)

Le Syndicat rembourse chaque année l'emprunt de 18 M€ contracté en 2011. Les intérêts pour 2019 s'élèvent à 292 018 €, en baisse de 79 664 € par rapport à 2018 conformément au tableau d'amortissement de l'emprunt (amortissement dégressif). Le remboursement du capital en annuité fixe, de 1,8 M€ est porté en section d'investissement.

Charges de personnel

984 900 € (11,21 % des dépenses réelles)

Les effectifs permanents et non permanents seront en baisse en 2019. La masse salariale est en diminution de 165 100 € par rapport à 2018 (- 14,36 %), cette baisse s'explique par une baisse de l'activité et par la nouvelle répartition des postes entre le budget principal et le budget annexe. Les charges de personnel inscrites au budget à ce stade intègrent la prise en compte du GVT « glissement, vieillesse, technicité » (changements d'échelons, de grades, reclassements et l'augmentation du point d'indice).

Charges de gestion courante

842 662,58 € (9,59 % des dépenses réelles)

Ce poste budgétaire regroupe l'ensemble des autres charges de gestion courante (hors loyer) :

- Honoraires (370 000 €), contrats de prestation de service techniques et autres frais divers (364 062,58 €), ces deux postes sont en augmentation par rapport à 2018, d'une part, pour faire face aux différentes procédures dans le cadre de l'arrêt matériel du service public Autolib' et ses conséquences contentieuses dans les relations avec la SAS Autolib' (frais juridiques, AMO, comité de conciliation, ...) et d'autre part pour permettre le déménagement du Syndicat dans de nouveaux locaux.
- Indemnités des élus (44 000 €) ;
- Maintenance, rapport d'activité, fonctionnement courant, ...

Loyer

100 000 € (1,14 % des dépenses réelles)

Suite à la reprise des locaux par le propriétaire, en fin de bail, le Syndicat doit déménager au cours de l'année 2019 (juin). Du fait de la diminution de la surface recherchée une économie de plus de 15 % est envisagée sur ce poste en 2019.

Charges exceptionnelles (dont reste à réaliser)

2 565 000 € (29,20 % des dépenses réelles)

1,9 M€ correspondent au report de l'indemnité prévue par le protocole n°1 avec la SAS Autolib'. La facture et les éléments justificatifs étant arrivés trop tardivement il n'a pas été possible de payer cette somme en 2018.

270 k€ correspondent à des annulations de titres sur exercices antérieurs.

Dotations provisions

4 000 000 € (45,53 % des dépenses réelles)

Dans le cadre de la fin du service public Autolib', la société Autolib' a adressé au Syndicat :

- Le 25 septembre 2018 un courrier demandant le versement des indemnités dues par le Concedant au Concessionnaire dans le cas d'une résiliation pour un montant total de 235 243 366 euros décomposé de la manière suivante :
 - Valeur nette comptable des biens de retour : 16 858 936 euros ;
 - Indemnité équivalente aux coûts raisonnables de résiliation de contrats : 43 369 692 euros ;

- Indemnités et compensations dues « Perte cumulée DSP au 25 juin 2018 : 235 014 738 euros – perte prise en charge par le délégataire selon l'article 61 de la DSP - 60 000 000 euros soit : 175 014 738 euros.

Accusé de réception en préfecture
075-200021624-20240326-2024-04-DE
Date de réception préfecture : 26/03/2024

Le Syndicat, compte tenu des éléments en sa possession, estime le risque découlant des conséquences de l'arrêt matériel du service public Autolib' et ses conséquences contentieuses dans les relations avec la SAS Autolib', à 20M€, dont le montant est échelonné sur 5 ans soit 4M€ en 2019. Ces montants de provision pour risques et charges pourront être revus, en fonction des derniers éléments connus.

- **Dépenses d'ordre (3 374 550 €) :**

Les dépenses d'ordre correspondent aux amortissements des subventions versées à la Société Autolib' pour la construction des stations (50 k€/60 k€ par station), du matériel et du mobilier acquis par le Syndicat pour son fonctionnement courant (informatique, licences, meubles de bureaux).

- **Virement à la section d'investissement : 1 423 938 €**

Une partie de l'excédent de fonctionnement fait l'objet d'un virement à la section d'investissement pour l'équilibre de cette section.

Recettes de fonctionnement (13 583 068,58 €)

- **Recettes réelles de fonctionnement (7 828 661 €) :**

Contribution des Villes adhérentes

6 684 000 € (85,38% des recettes réelles)

Pour mémoire, la contribution obligatoire des collectivités au fonctionnement du Syndicat pour le socle commun Autolib' telle que prévue à l'article 14 des statuts du Syndicat était fixée en 2018 à 3 775,65 euros par station arrêtée au 25 juin 2018. La contribution 2019 comprend deux composantes : une première de 2 400 € permettant de couvrir les dépenses du Syndicat (en diminution par rapport à celle initialement votée en décembre 2018 qui s'établissait à 2 600 €) et une deuxième de 3 600 € pour la couverture des provisions.

Perception auprès des collectivités des annuités d'emprunt

479 561 € (6,13 % des recettes réelles).

Le Syndicat a contracté un emprunt en 2011 permettant ainsi à plusieurs Collectivités d'opter pour l'étalement du financement de leurs stations.

Elles procèdent donc annuellement au remboursement de ces annuités d'emprunt, qui sont en diminution d'année en année conformément au tableau d'amortissement de l'emprunt (amortissement dégressif).

Mise à disposition de personnel facturé au budget annexe de la Régie Velib'

620 000 € (7,92 % des recettes réelles)

Le personnel mutualisé, affecté principalement aux tâches administratives, financières juridiques et comptables (11 postes) fait l'objet d'une refacturation au Budget annexe correspondant à 70 % de leur masse salariale.

○ **Recettes d'ordre (2 843 950 €) :**

Elles correspondent au transfert au compte de résultat des subventions perçues auprès des collectivités pour la construction des stations (50 k€/60 k€ par station).

Accusé de réception en préfecture
075-200021624-20240326-2024-04-DE
Vale de l'Orpion, 2024-03-26

○ **Report du résultat de fonctionnement (2 910 457,58€) (affectation de l'excédent reporté)**

Dépenses d'investissement (5 769 263,17 €)

○ **Dépenses réelles d'investissement (1 960 000 €) :**

Les inscriptions budgétaires en dépenses d'investissement intègrent :

1. Le remboursement du capital de l'emprunt d'un montant de : 1 800 000 € soit 91,84% des dépenses réelles.
2. Les acquisitions de nouveaux matériels et mobiliers, logiciels, cautions et les éventuels travaux dans le cadre du déménagement d'un montant de : 160 000 € soit 8,16 % des dépenses réelles.

○ **Dépenses d'ordre (2 843 950 €) :**

Ces dépenses d'ordre sont le pendant des recettes d'ordre de fonctionnement, et correspondent aux amortissements des subventions perçues auprès des collectivités pour la construction des stations (50 k€/60 k€ par station).

○ **Report du résultat d'investissement déficitaire : 965 313,17 €**

Recettes d'investissement (5 769 263,17 €)

○ **Recettes réelles d'investissement (4 562 €) :**

Les recettes réelles d'investissement sont les recettes de FCTVA.

○ **Recettes d'ordre (3 374 550 €) :**

Ces recettes d'ordre sont le pendant des dépenses d'ordre de fonctionnement, et correspondent aux amortissements des subventions versées à la Société Autolib' pour la construction des stations (50 k€/60 k€ par station), et des amortissements en matériel et mobilier acquis par le syndicat mixte pour son fonctionnement courant (informatique, licences, meubles de bureaux).

○ **Excédent de fonctionnement capitalisé (965 313,17 €) :**

L'excédent de fonctionnement capitalisé correspond à la part du résultat de fonctionnement cumulé au 31.12.2018 définitivement affecté en investissement pour neutraliser le solde d'exécution déficitaire reporté.

○ **Virement depuis la section de fonctionnement (1 423 938 €)**

Bilan

La section de fonctionnement est en équilibre.

La section d'investissement est en équilibre.

Je vous prie, cher.e.s collègues, de bien vouloir en délibérer.

Le Président

**DELIBERATION 2024 04 -
Approbation du Budget primitif 2019 - Budget principal
et régularisation du budget 2024**

Séance du Comité syndical du 26 mars 2024

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,
Vu l'arrêté du 9 juillet 2009 du Préfet de la Région d'Ile-de-France, autorisant la création du Syndicat,
Vu l'instruction budgétaire M14,
Vu le rapprochement des comptes entre la comptabilité de l'ordonnateur et celle du comptable public,
Vu les statuts du Syndicat Mixte Autolib' et Velib' Métropole du 19 septembre 2019,
Vu la délibération 2010-08 du 25 février 2010 relative aux amortissements des immobilisations,
Vu la délibération 2012-26 du 13 septembre 2012 relative à l'amortissement des subventions,
Vu la délibération 2016-30 du 19 octobre 2016 relative à l'amortissement des subventions,
Vu la délibération 2019-02 du 31 janvier 2019 relative au Débat d'Orientations Budgétaires,
Vu la délibération 2019-05 du 15 mars 2019 relative au Compte administratif 2018,
Vu la délibération 2019-06 du 15 mars 2019 relative à l'affectation du résultat 2018,
Vu la délibération 2019-07 du 15 mars 2019 portant modification des montants des contributions pour l'année 2019 par les collectivités membres
Vu la délibération 2019-08 du 15 mars 2019 portant approbation du budget primitif du budget principal pour le socle commun Autolib' pour l'exercice 2019,
Vu la délibération 2024 03 du 26 mars 2024 de constitution de la provision pour risques et charges en raison de la fin du service public Autolib' et déterminant les contributions nécessaires à sa couverture et régularisation du budget 2024,
Vu le jugement n°1909716, 1910155, 1912869, 2001248, 2001250 et 2003267 du tribunal administratif de Paris du 6 février 2024,

Le Comité syndical, après en avoir délibéré,

Article 1^{er} : APPROUVE en régularisation du budget 2024 le budget primitif du budget principal du Syndicat pour le socle commun Autolib' pour l'exercice 2019 arrêté comme suit :

Fonctionnement

- Dépenses : 13 583 068,58 euros
- Recettes : 13 583 068,58 euros, dont 6 684 000€ au titre des contributions des collectivités membres

Investissement

- Dépenses : 5 769 263,17 euros
- Recettes : 5 769 263,17 euros

Les dépenses et les recettes sont réparties conformément aux états annexés et présentés par chapitre ;

Article 2 : DÉCIDE que le Président est autorisé à procéder, à l'intérieur d'un même chapitre, aux virements de crédits rendus nécessaires par l'insuffisance de certaines dotations constatées au cours de l'exécution du budget ;

Article 3 : DÉCIDE que les frais engagés à titre transitoire par le budget Principal en 2019 relatifs aux frais de personnel du budget annexe font l'objet d'un remboursement ;

Article 4 : DÉCIDE d'inscrire les provisions suivantes :

Accusé de réception en préfecture
075-200021624-20240326-2024-04-DE
Date de réception préfecture : 26/03/2024

20 000 000 euros pour risques et charges, étalés sur cinq ans, soit 4 000 000 € pour l'exercice 2019.

Les provisions constituées pour risques et charges sont imputées en dépense au chapitre 68, compte 6815 (voir détail joint en annexe) ;

Article 5 : DÉCIDE que le montant de la contribution 2019 pour l'exercice de la compétence Autolib' s'établit à 6 000€ par station, dont 2 400€ pour le fonctionnement du Syndicat et 3 600€ pour la couverture des provisions ;

Article 6 : DIT que cette recette figure dans le budget 2019 voté le 15 mars 2019 et dans celui approuvé ce jour ;

Article 7 : DECIDE que les contributions 2019 qui ont déjà été versées par les collectivités adhérentes à la compétence Autolib', pour le fonctionnement du Syndicat et pour la couverture des provisions, revotées ce jour à l'identique, acquises au Syndicat, le seront au titre des contributions fixées par les articles précédents de la présente délibération sur la base des motifs exposés ci-dessus et par la délibération 2024 03 du 26 mars 2024, se substituant à ceux mentionnés dans les dispositions de la délibération annulée ;

Article 8 : AUTORISE le Président à réinscrire ces recettes au budget 2024, à émettre à nouveau les titres de recettes pour les contributions 2019 ordonnancées auprès des collectivités membres, lorsque ces dernières, dont la commune d'Antony, n'ont pas honorées ces créances à ce jour, ainsi qu'à signer toutes les pièces nécessaires à l'exécution de la présente délibération.



Le Président,

Sylvain Raifaud